

**Arrêté temporaire n°RA-24/0845
Portant réglementation de la circulation**

RUE DE L'ECONOMIE et RUE DOLLFUS

Madame la Maire

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6
VU l'ordonnance n° 45-1968 du 1er septembre 1945 relative à l'étatisation de la police dans la région de Strasbourg
VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1, R. 413-1 et R. 417-10
VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire
VU l'arrêté portant sur la délégation de signature de Mme le Maire
CONSIDÉRANT que des travaux sur réseaux ou ouvrages électriques rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers,
Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique entendu

ARRETE

Article 1

Du 20 mai 2024 au 31 mai 2024, afin de permettre la réalisation de travaux sur réseaux ou ouvrages électriques, RUE DE L'ECONOMIE, de la RUE DOLLFUS jusqu'à la RUE DE STRASBOURG et à l'intersection de la RUE DOLLFUS et de la RUE DE L'ECONOMIE à MULHOUSE, le règlement de la circulation et du stationnement sur le territoire de la Ville de Mulhouse du 15 septembre 1967 est temporairement modifié conformément aux articles suivants, selon l'avancement des travaux et les besoins du chantier.

Article 2

À compter du 20 mai 2024 et jusqu'au 31 mai 2024, les prescriptions suivantes s'appliquent RUE DE L'ECONOMIE, de la RUE DOLLFUS jusqu'à la RUE DE STRASBOURG :

- **La circulation des véhicules est interdite. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux riverains et véhicules de l'entreprise exécutant les travaux.**
- **Un rétrécissement de chaussée, compte tenu de la réalisation des travaux en bordure de voie, entraîne une modification des conditions de circulation et de stationnement. La vitesse des véhicules est limitée à 30 km/h. Les emplacements de stationnement situés au droit de l'empiètement sont neutralisés. La voie sera maintenue sur une largeur de 3 mètres.**
- **Les piétons sont invités à emprunter le trottoir opposé par une signalisation adaptée.**

Article 3

À compter du 20 mai 2024 et jusqu'au 31 mai 2024, une déviation est mise en place pour tous les véhicules. Cette déviation emprunte l'itinéraire suivant : RUE DOLLFUS, de la RUE DE L'ECONOMIE jusqu'à la RUE DES BONS MENAGES et RUE DES BONS MENAGES, de la RUE DOLLFUS jusqu'à la RUE DE STRASBOURG.

Article 4

À compter du 20 mai 2024 et jusqu'au 31 mai 2024, les véhicules circulant à l'intersection de la RUE DOLLFUS et de la RUE DE L'ECONOMIE ont l'interdiction de tourner à gauche vers la rue de l'Economie.

Article 5

Les panneaux de signalisation réglementaires seront mis en place par Balkan tp.
La signalisation temporaire du chantier devra être conforme aux dispositions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (signalisation temporaire) du 7 juin 1977.

Article 6

M. le Directeur Général des Services de la Ville de Mulhouse et
M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Mulhouse, le 02/05/2024

Pour le Maire,
L'Adjointe Déléguée



Claudine BONI DA SILVA

DIFFUSION:

- ENEDIS - HORY
- Madame la Maire
- Balkan tp
- MARNI ENERGY
- 422-AH

Les arrêtés de circulation sont mis à disposition du public à la Mairie sis 2 rue Pierre et Marie Curie à Mulhouse ou sis au Service Voirie 34 rue Lefebvre à Mulhouse.

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.